

LE MOYEN-ORIENT DANS LA TOURMENTE

Jeudi 26 septembre, 16h30-18h, salle Or



Frédéric Charillon, Fatiha Dazi-Héni et Joseph Maïla

L'édition 2023 de Normandie pour la Paix s'est tenue, comme chaque année, fin septembre. À ce moment-là, de nombreux commentateurs remarquaient que cette région du monde n'avait pas connu autant de calme depuis une trentaine d'années, avec l'idée que les accords d'Abraham (deux traités de paix entre Israël et les Émirats Arabes Unis signés en septembre 2020) se prolongeraient en-

core longtemps. C'était à quelques jours de l'attaque terroriste du Hamas contre Israël du 7 octobre 2023, début d'une escalade sans précédent des conflits faisant des dizaines de milliers de morts, principalement des civils.

Un an plus tard, c'est un moment d'incertitude, comme le rappelle Frédéric Charillon, alors qu'une question est sur toutes les lèvres : le Moyen-Orient serait-il au bord d'une guerre générale ? « Non, répond franchement Éric Danon. Qu'elle s'étende au Liban, à l'est de la Syrie et continue à Gaza, oui, mais qu'elle monte jusqu'en Iran et au-delà de l'Égypte, non. » Pour ce diplomate, ancien ambassadeur de France en Israël, la raison est simple : tous les acteurs de la région, autant l'Iran que le Hezbollah, Israël et les pays arabes de la Méditerranée, ont intérêt à ce qu'il n'y ait pas d'embrasement. Mais, un refus d'une guerre généralisée ne signifie pas que ces derniers veuillent faire en sorte que le conflit cesse, bien au contraire. Les leaders politiques de ces pays seraient même plutôt favorables à ce qu'il continue à bas bruit. D'abord, parce que la cause palestinienne est indispensable

ANIMATION

Frédéric Charillon, Professeur des universités et Co-directeur du programme Géopolitique Défense et Leadership à l'Essec Business School

INTERVENANTS

Éric Danon, Diplomate, ancien Ambassadeur de France en Israël

Fatiha Dazi-Héni, Chercheuse à l'IRSEM

Marie Durrieu, Doctorante associée à l'Institut de Recherche Stratégique de l'École Militaire, enseignante en relations internationales à Sciences Po Paris

Joseph Maïla, Professeur de géopolitique et de médiation internationale, ESSEC Business School



pour leur politique intérieure afin d'éviter la remise en cause de leur autorité par leurs peuples. « Hassan II disait que la cause palestinienne était l'aphrodisiaque des nations arabes », rappelle Éric Danon. Car outre leurs autorités, le rejet d'Israël serait la seule raison de l'entente des pays de la Ligue arabe. « C'est terrible et cynique, car cela prolonge la guerre indéfiniment. » Maintenir un état

« Le Liban a perdu toute souveraineté sur le Hezbollah »

Joseph Maïla

de conflit permanent, même à bas bruit, est aussi un moyen d'empêcher Israël de devenir une super puissance, accablé par l'image détestable que le pays renvoie au monde et surtout aux investisseurs. En temps de paix, Israël aurait un boulevard sur le plan économique, ce que n'acceptent pas les pays arabes.

Et du côté de la péninsule arabique, la situation est encore plus complexe, avec des diplomaties qui montent en puissance comme l'Arabie Saoudite et les Émirats Arabes Unis, et le Qatar qui veut s'imposer comme un moteur dans les négociations. « Les accords d'Abraham signés les 15 et 20 septembre 2020 ont largement montré que la question palestinienne avait été décrochée car ces accords ne traitent pas d'un futur État palestinien », explique Fatima Dazi-Héni, docteur en sciences politiques de l'IEP de Paris. L'Arabie Saoudite, engagée dans des négociations trilatérales avec les États-Unis et Israël, veut faire miroiter une normalisation avec ces derniers. Sur ce point, son prince héritier Mohammed ben Salmane serait en désaccord avec son peuple, très favorable à la cause palestinienne. De plus, c'est dans ce pays que se trouvent les deux lieux saints de l'Islam (La Mecque et Médine). « Même s'il souhaite faire de son pays une puissance high tech, il ne peut pas faire tout ce qu'il veut » ajoute Fatima Dazi-Héni. En août dernier, devant des congressistes américains, le prince aurait même confié « je risque ma vie en normalisant avec Israël. »

Une péninsule arabique où perdure un équilibre fragile entre volonté de normalisation des autorités avec Israël et une population propalestinienne maintenue sous silence ; mais côté libanais, la montée en puissance du Hezbollah, groupe paramilitaire chiite, pourrait faire tout basculer. C'est en tout cas l'avis de Joseph Maïla, professeur de géopolitique à l'ESSEC Business School, plus pessimiste sur la question. « Le Liban a perdu toute souveraineté sur le Hezbollah, à tel point qu'il est presque l'État dans lequel se trouve le Liban » explique-t-il. Car la mainmise est totale : aéroports, ports, trafic de drogue, et une armée de 20000 à 40000 hommes formée en Syrie qui pourrait embraser la région et enclencher des réactions imprévisibles si un de leurs missiles atteignait un point névralgique israélien. Même si Israël a

« Il faut donner à cette jeunesse palestinienne des bouts d'espoir pour stopper cet engrenage »

Marie Durrieu

frappé fort dernièrement, en faisant exploser 5000 bipeurs dans les mains d'agents du Hezbollah, décimant seize de leurs militaires les plus importants en quelques secondes.

Pour Joseph Maïla, c'est peut-être en Cisjordanie que se joue l'avenir d'un État palestinien, un territoire que Marie Durrieu connaît bien. Enseignante à Sciences Po Paris, son dernier déplacement sur le terrain remonte à septembre 2023, quelques jours avant l'attaque du 7 octobre perpétrée par le Hamas et alors qu'elle avait déjà ressenti une violence latente et une situation qui s'était dégradée depuis ses dernières constatations. L'absence d'espoir politique des palestiniens installés en Cisjordanie, la corruption et la disparition des négociations avec un gouvernement israélien ultra-orthodoxe et nationaliste ont fait naître parmi ces populations « l'idée qu'il n'y avait plus rien à perdre, raconte-t-elle. Tout le monde parlait uniquement de la fin de l'occupation israélienne et de la résistance par tous les moyens, sept jours avant l'attaque. Il faut donner à cette jeunesse palestinienne en Cisjordanie des bouts d'espoir pour stopper cet engrenage. » Côté israélien, Marie Durrieu note, d'après son expérience personnelle de terrain, une invisibilisation du problème palestinien au profit de la menace iranienne et des relations avec les pays du Golfe. « Je pense que c'est le fruit d'une stratégie mise en place par le gouvernement Netanyahu », a-t-elle expliqué, détaillant par la suite la manière dont le conflit se joue mètre carré par mètre carré avec la multiplication de colonies israéliennes comme à Hebron, en Cisjordanie. Autre

constatation marquante : l'étendue de la barrière de séparation qui devait initialement suivre la ligne verte dessinée par l'Organisation des Nations Unies (ONU), finalement construite plus à l'est sur plus de 700 kilomètres au lieu des 315 kilomètres prévus. « L'essence du conflit est territorial, conclut-elle. Un territoire très réduit où tout est imbriqué et démontre qu'ils sont voués à vivre ensemble tant les séparations religieuses ou administratives sont artificielles. La ville de Jérusalem en est l'exemple parfait où l'on passe d'une rue à l'autre de lieux saints musulmans aux lieux saints juifs. Une fois en paix, ils ne pourront pas repartir de leurs côtés mais apprendre à vivre ensemble. »



Alors que l'on pensait que la situation palestinienne s'éloignait des agendas politiques internationaux avant l'attaque du 7 octobre 2023, elle a finalement explosé. Et même si des pays qui entourent Israël ne souhaitent pas un embrasement, l'histoire a souvent prouvé qu'il pouvait se produire contre la volonté de tous. « Le Moyen-Orient ne sera jamais calme tant que la question palestinienne ne sera pas réglée, a conclu Éric Dannon. Pour que la paix soit possible, encore faut-il des leaders capables d'en créer les conditions. Ne sont pas De Gaulle et Eisenhower qui veut ».



Retrouvez
l'intégralité
de ce débat
sur YouTube